

Décision n° 01–930 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 octobre 2001 attribuant des ressources en numérotation à la société Even Media (numéros de la forme 08 91 06 MC DU et 08 92 06 MC DU)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L.36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la décision n° 98–1046 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 23 décembre 1998 relative à l'évolution du plan de numérotation pour les numéros non géographiques de la forme 08 AB PQ MC DU modifiée ;

Vu la décision n° 01–531 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 6 juin 2001 réservant des ressources en numérotation à la société Even Media ;

Vu la demande de la société Even Media reçue le 11 septembre 2001 ;

Après en avoir délibéré le 3 octobre 2001 ;

.../...

Décide :

Article 1er – Les numéros de la forme indiquée ci-dessous :

Numéros de la forme Services

08 91 06 MC DU Services à Revenus Partagés T4

08 92 06 MC DU Services à Revenus Partagés T5

sont attribués à la société Even Media (Siren : 384 529 665) pour la fourniture des services correspondants, dans les conditions fixées par la décision n° 98–1046 du 23 décembre 1998 modifiée susvisée.

Article 2 – La société Even Media acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 – Au 31 janvier de chaque année, la société Even Media adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 – Le chef du service Opérateurs et ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 2001

Le Président

Jean–Michel Hubert